

CAMILLE LABAT

ELECTIONS LEGISLATIVES
du 23 Novembre 1958

DEPARTEMENT DES LANDES
Deuxième Circonscription

Electrices,
Electeurs,



OLIVIER CALIOT

MES CHERS AMIS,

Le hasard m'a fait candidat. Votre confiance peut me faire député.

Je sollicite donc vos suffrages.

Vous me connaissez. Je vis parmi vous ma vie professionnelle chaque jour. Beaucoup d'entre vous sont mes clients et j'ose dire mes amis. Je pense que justement cette vie professionnelle est ma meilleure caution. Les lourdes tâches ne m'ont jamais fait peur.

Des gens bruyants et... audacieux, malgré les interdictions du Général, se proclament « gaullistes ». Je le veux bien !

Mais, je n'ai, sur ce point, aucune leçon à recevoir de quiconque. Je l'étais quand il y avait des risques à prendre et non des places à rechercher en exploitant le prestige d'un homme.

Je possède un petit bout de ruban que le Général de Gaulle m'a décerné aux heures du danger. Ceci vaut mieux, n'est-il pas vrai, que toutes les affiches et toutes les usurpations ?

Tournons vite cette page.

LES PROBLEMES DE FOND.

Et voyons le fond, c'est-à-dire *l'avenir*.

Comment ne serais-je pas à mon aise pour en discuter ? Je suis obligé de me relire.

Je vous ai dit un jour : « *La Constitution de 1875 n'aurait pas dû être déchirée. Elle avait le mérite d'exister. Il suffisait de l'amender* ».

Vous savez ce qui est advenu.

Le régime a failli crouler après 13 ans de dégradations successives.

On revient aujourd'hui aux vieux principes et... au vieux Sénat.

Comment ne serais-je pas d'accord ?

Je vous ai dit encore : « *La proportionnelle électorale est un leurre brillant. Elle favorise le parti communiste et fait de l'élu le prisonnier et l'instrument du parti* ».

Nous avons failli en mourir.

D'un trait de plume après une crise qui a compromis l'unité française, le Général de Gaulle a rétabli les droits du suffrage direct.

Il n'y a plus d'écran entre l'électeur et l'élu.

Comment ne serais-je pas encore d'accord. Mais c'est notre cri de toujours !

Je vous avais dit aussi et écrit en toutes occasions : « *Ce pays se sclérose sous l'action conjuguée de l'étatisme omniprésent et d'une persécution administrative qui paralysent l'initiative du chef d'entreprise, stérilisent son effort d'expansion, et rivent à la médiocrité le salarié et le travailleur* ».

Ne pensez-vous pas que c'est l'esprit de liberté et d'encouragement à l'initiative individuelle qui sauveront l'industrie, l'agriculture, l'artisanat français dans cette immense et redoutable compétition que va représenter le Marché commun ?

La fiscalité oppressive est son pire ennemi et, dans la concurrence, notre ruine à brève échéance.

C'est de ma tradition de défendre l'homme contre l'oppression de l'Etat.

Et j'aimerai dans l'enceinte parlementaire soutenir cette cause. Elle est de mon tempérament et de ma pensée.

Mais je ne saurais oublier deux points qui me tiennent à cœur parce que je les ai aussi souvent développés et qu'ils commandent matériellement, humainement et spirituellement à l'avenir.

L'AFRIQUE.

Et d'abord le problème africain. Il est au centre même des problèmes de l'heure. Nul ne peut le nier. Il nous obsède.

Pourquoi le discours de Brazzaville de 1943 n'a-t-il pas été entendu ? C'était pourtant une vision d'aigle

et il nous eût épargné le drame inexpiable d'Algérie qui menace notre équilibre et fait couler de part et d'autre un sang qui s'est mêlé pourtant si souvent, pour la défense des causes communes.

Le Général de Gaulle est résolu à promouvoir une solution réaliste, débarrassée du mensonge des mots et capable d'établir l'association entre les deux communautés, toutes deux animées d'une vie personnelle. C'est ma pensée et mon vœu de toujours. C'est la sagesse aussi.

LA JEUNESSE.

Et puis, il y a le problème des jeunes. La récente rentrée scolaire l'a posé parfois de façon dramatique.

Allons-nous longtemps encore nous disputer sur des définitions dépassées et dans une querelle stérile refuser de conjuguer les efforts de tous les enseignants pour donner à la France des hommes qui lui permettront de tenir dans les lettres et dans le monde scientifique, son rang ?

Peut-on sérieusement penser à acculer à la ruine l'enseignement privé quand, malgré l'immense effort de l'enseignement public, nos gosses manquent de classes et de maîtres ?

Il y a de la place pour toutes les bonnes volontés. Il n'y en aura jamais trop, au pays de la liberté.

Mais pour ces jeunes qui montent à la vie, il faut aussi du TRAVAIL. Depuis vingt ans, on a gouverné ce pays en oubliant qu'il faudrait permettre à des jeunes *toujours plus nombreux* de gagner leur vie et de fonder un foyer.

Comment ferons-nous sans une politique d'expansion et parfois de reconversion économique courageuse ?

Enfin, il faut les loger, ces jeunes ! C'est un devoir social et politique. Et l'immense problème du logement demande des solutions neuves et hardies qui simplifient les complications administratives et vivifient les initiatives courageuses des chefs de famille.

Ces préoccupations sont les miennes et je connais bien, pour les avoir souvent mesurés, les besoins impérieux et légitimes des jeunes. Ils peuvent compter sur moi.

J'en ai assez dit. Le détail de vos préférences s'insère nécessairement dans ce cadre. Nous sommes d'accord, j'en suis sûr, déjà sur l'essentiel.

RESTE A GOUVERNER AVEC LA NOUVELLE ASSEMBLEE.

C'est la préoccupation désormais du Général de Gaulle.

Il n'a pas caché son sentiment et a pratiquement donné congé à ceux qui se réclament trop bruyamment de lui. Il ne veut pas connaître de nouveau l'aventure du R. P. F. de 1945.

Un journaliste de la grande presse a pu écrire très justement que de Gaulle « se radicalisait ».

Et c'est vrai, puisqu'il veut s'appuyer sur le centre de la future Assemblée à l'abri des excès des extrêmes.

Le centre ? Mais c'est nous traditionnellement. C'est le Parti Radical.

Et je le dis tout bas pour ne blesser personne... *c'est le bon sens français*. Ce ne fut pas de notre faute si on l'a trop longtemps méconnu. L'occasion est venue de rétablir ses droits.

Vive la France ! Vive la République !

Camille LABAT

Docteur en Droit
Ancien Bâtonnier de l'Ordre des Avocats
Conseiller Municipal de Dax
Médaillé au titre de la Résistance

MES CHERS AMIS,

Je m'associe, bien sûr, à cette profession de foi directe et vibrante de Camille LABAT. C'est notre pensée traditionnelle.

Vous me connaissez aussi. Je suis l'élu de certains d'entre vous depuis plus de trente ans.

De mon côté, je connais bien vos besoins et ceux de l'économie landaise, puisque je préside depuis 10 ans l'Assemblée Départementale et que, de surcroît, à titre d'industriel, je partage quotidiennement vos soucis.

Puisque mon état de santé ne m'a pas permis d'occuper la première place, *je suis prêt à aider de mon expérience Camille LABAT.*

Et je pense qu'un homme de son talent et de son courage se taillerait bien vite au Parlement une place de choix pour le plus grand bien de notre Département.

JE VOUS DEMANDE DE LUI FAIRE CONFIANCE COMME A MOI-MEME.

Le temps de la raison est revenu. Retenons-le en votant bien, en votant radical. Je compte, une fois de plus, sur vous.

Vive la République ! Vive la France !

Olivier CALIOT

Industriel
Président du Conseil Général

DAX, IMP. DUMOLIA